

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire



Les acteurs de l'ESS en quête de légitimation mondiale

Venus du monde entier, les 300 participants au forum international de l'ESS, qui s'est tenu en Haute-Savoie début décembre, se sont donné pour feuille de route de faire reconnaître l'efficacité de leurs modèles pour un fonctionnement inclusif et durable.

Archamps (Haute-Savoie),
envoyé spécial.

Oumar Camara est passionnant. Debout, au pupitre du forum international de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce jeune expert en coopération internationale raconte l'opération de solidarité qu'il contribue à mettre en place entre agriculteurs d'Aveyron, du Bénin et du Sénégal, les premiers inspirant aux seconds la création de Cuma (coopératives d'utilisation de matériel agricole) afin d'améliorer leurs conditions de travail et la productivité de leurs cultures. « Aujourd'hui, 1 280 agriculteurs ont créé 128 de ces coopératives. Elles comptent 112 tractoristes et 10 mécaniciens. Plus de 11 500 personnes ont vu leur quotidien transformé. »

De la coopérative québécoise à la microfinance indienne

Elisa-Carolina Torrenegra est elle aussi passionnante. La Colombienne explique comment l'économie sociale et solidaire n'avait aucune forme d'importance dans ce pays, avant qu'elle soit appelée à la rescousse après les accords de paix entre gouvernement et Farc, pour développer l'économie rurale des anciennes zones de conflit et réinsérer les ex-guérilleros. Comme Oumar Camara, la présidente de l'Alliance du mutualisme de l'Amérique était présente du 6 au 8 décembre dernier aux rencontres du Mont-Blanc, rebaptisées forum international de l'économie sociale et solidaire. L'événement n'a pas dérogé à sa vertu première. Il témoigne d'une constellation d'actions qui parsèment la planète de touches d'économie sociale et solidaire, de la place forte coopérative québécoise à la microfinance indienne en passant par la naissante économie sociale uruguayenne. Même la Chine semble s'y mettre.

Mais cette huitième édition a pris acte que cette seule dimension de témoignage ne suffit plus. Dix ans après le déclenchement de la crise financière de 2008, les tares de l'économie capitaliste ne sont plus à démontrer tout comme, en contrepoint, la résilience des modèles non lucratifs et démocratiques portés par l'ESS. Idem, deux



Le groupe basque Mondragon, l'une des plus grandes coopératives industrielles du monde. Mario Fourmy/Réa

ans après les accords sur le climat de Paris. Sur les enjeux de réchauffement climatique comme les objectifs de développement soutenable, c'est ESS 1, capitalisme 0.

À Archamps, il a donc été question de clamer l'efficacité des modèles de l'économie sociale. Les participants se sont ingéniés à quantifier cette efficacité pour la rendre irréfutable. Une véritable gageure quand l'économie sociale parle surtout de qualité de vie. « On nous demande de prouver notre efficacité avec des critères pris de l'économie capitaliste. Mais on n'a jamais demandé à Bayer ou Monsanto de prouver leur efficacité sociale. Sinon, ils n'auraient jamais commencé leur business », objecte Alain Coheur, porte-parole économie sociale au Conseil écono-

« On nous demande de prouver notre efficacité avec des critères pris de l'économie capitaliste. »

ALAIN COHEUR
CONSEIL ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL EUROPÉEN

le constat : « Les gens auprès desquels nous intervenons ne connaissent pas l'ESS. Pour autant, ils partagent tous la même envie d'agir selon les mêmes valeurs : pas de volonté d'enrichissement, tout pour le projet et l'intérêt général. Si on les incluait, on constituerait encore plus cette alternative dont on a besoin. »

mique et social européen. L'avènement de nouveaux indicateurs n'est pas le seul écueil qui se présente sur le chemin de la légitimation internationale de l'ESS. Ce qui saute aux oreilles, à l'écoute de tous les récits d'actions, est le nombre de mesdames et messieurs Jourdain qui font de l'ESS sans le savoir. À la tête d'Inco, ex-Comptoir de l'innovation qui accompagne des porteurs de projet dans une vingtaine de pays, Nicolas Hazard dresse

Pour faire le poids au niveau mondial, l'ESS doit donc ouvrir grand ses portes. « Un sens social se développe dans toutes les sociétés. Or, nous disposons de grands groupes, mais aussi de très nombreuses petites structures pour capter cet engouement. Mais, si nous restons chacun dans notre coin, on n'y arrivera pas. Le réseau est la clé », ajoute Iban Zugasti Gorostidi, dirigeant de Mondragon, groupe coopératif maousse au Pays basque espagnol, qui donne rendez-vous en juin prochain au forum global de l'économie sociale à Bilbao.

Deborah Greenfield, directrice générale des politiques à l'OIT (Organisation internationale du travail), livre le troisième ingrédient du changement d'échelle : « L'ESS a à réduire le fossé entre ses idées et sa manière de faire. Si elle crée du travail décent et participe à la structuration d'une société de croissance plus inclusive, alors elle trouvera de la légitimité auprès des organisations internationales. »

STÉPHANE GUÉRARD

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EST PRÉSENTE DANS DE NOMBREUX PAYS SOUS DES FORMES ET AVEC DES OBJECTIFS TRÈS DIVERS

CANADA

Coop Carbone, du marché des quotas de CO₂ à la transition citoyenne

La Coop Carbone est née en 2014 d'une rencontre. Celle de grands acteurs de l'ESS québécoise qui se demandaient comment utiliser la nouvelle bourse des quotas carbone d'Amérique du Nord pour donner un coup d'accélérateur aux projets citoyens de lutte contre le réchauffement climatique, avec Jean Nolet, économiste justement spécialisé dans ces marchés. De ces discussions a émergé Coop Carbone. Celle-ci a deux activités. D'un côté, elle génère de l'argent en aidant ses clients à réduire leur consommation de chauffage et d'essence, ce qui leur permet de revendre leurs quotas carbone à d'autres. De l'autre, elle utilise cet argent pour financer des projets de sobriété énergétique auprès d'agriculteurs (création des premiers méthaniseurs au Québec) ou d'habitants (projets de géothermie collective).

MALI

Avec la Kafo Jiginew, l'union des caisses mutuelles et d'épargne fait la force

Pour connaître l'histoire de la Kafo Jiginew, il faut écouter l'un des fondateurs et actuel directeur de cette union bancaire de microfinance, David Dao. « Tout a commencé en 1987 par une interpellation du Crédit coopératif : "Vous parlez de coopération, d'ESS, mais que faites-vous pour l'Afrique et les pays du Sud ?" La banque coopérative a répondu par la mise en place avec des ONG européennes d'une fondation centralisant les aides financières. Côté malien, des caisses de mutuelle et d'épargne se sont constituées dans la zone cotonnière pour flécher ces financements vers le développement économique et social des organisations villageoises de producteurs. » Aujourd'hui, le capital des 19 caisses, qui animent 153 agences présentes dans le Sud malien, appartient à 400 000 sociétaires, producteurs ou organisations. D'abord exclusivement tournée vers le développement rural, la Kafo répond depuis aux besoins des citoyens (15 agences à Bamako) sur le même modèle. Elle gère 32 milliards de francs CFA de dépôts (48 millions d'euros), 35 milliards de crédits (50 millions d'euros), pour un bilan de 51 milliards (78 millions d'euros).

URUGUAY

L'économie sociale pilier du développement

Le pays a pris le tournant de l'ESS depuis douze ans et l'arrivée au pouvoir du Front Large de José Mujica. Une politique qu'elle contribue à mettre en œuvre au sein du ministère du Travail et du Développement social. L'Uruguay s'est saisi du modèle coopératif pour répondre aux 17 objectifs de développement durable et social qu'il s'est fixés, dont la réduction de la pauvreté, l'accès aux soins, à la santé, aux biens de première nécessité, ainsi qu'à un travail décent, à une protection sociale ne sont pas des moindres. Les pouvoirs publics ont intégré les structures de l'ESS dans leurs politiques et leurs appels d'offres, leur assurant une visibilité et une promotion des innovations sociales portées dans les territoires. Résultat : en neuf ans, le nombre de coopératives de travailleurs, de services et d'agriculture a été multiplié par trois.

BRÉSIL

Agroprata, association des petits producteurs de vinaigre de kaki qui s'émancipent

Pedra Branca a beau n'être qu'à quelques encablures de Rio de Janeiro, un monde sépare ce luxuriant parc naturel, avec ses communautés de petits producteurs, de la mégalopole brésilienne et ses circuits économiques. C'est dans un but d'émancipation sociale qu'Agroprata, l'association qui regroupe ces familles, s'est associée à l'Itess, incubateur local de l'ESS, afin de mieux tirer parti de la production locale de kaki. Finis les 50 % de récolte jetés à la poubelle. Une production de vinaigre a été lancée en équivalent AOC, qui permet de diversifier les revenus de ces familles.

SOURCE : L'HUMANITÉ

«L'Afrique est en train d'unifier sa vision et ses pratiques»

Pour Abdeljalil Cherkaoui, membre du Réseau africain de l'ESS (RAESS), l'économie sociale parvient à se développer sur le continent, mais n'est pas assez forte pour peser sur les choix politiques.

Où en est l'économie sociale et solidaire en Afrique?

ABDELJALIL CHERKAOUI Créé en 2010, le réseau africain de l'ESS compte 28 pays. Les coopératives, présentes dans une vingtaine de pays, disposent de leur confédération panafricaine. Même chose pour l'Union africaine des mutuelles. Quant à l'Institut panafricain pour le développement, il propose des formations universitaires au Cameroun, Burkina Faso et en Zambie. Le continent unifie sa vision et ses pratiques. Le problème est que chaque gouvernement imagine l'ESS en fonction de sa lecture capricieuse. Pour l'un, c'est un outil contre la men-



Abdeljalil Cherkaoui
Réseau africain de l'ESS (RAESS)

changers ambulants peuvent s'associer pour partager leurs revenus, des lieux de commercialisation. En formalisant

dicité. Pour l'autre, un moyen de désenclavement rural. Pour d'autres, c'est un moyen d'avoir la paix pour continuer de gouverner. L'ESS est bien présente au Mali, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou au Cameroun. Mais elle n'est pas encore assez forte en militants pour faire contrepoids à ces volontés politiques hétérogènes. Et elle est absente des institutions panafricaines. Or, ses projets dépassent souvent le cadre d'un pays et elle a besoin de relais transnationaux.

L'économie informelle fait-elle partie de l'ESS?

ABDELJALIL CHERKAOUI La débrouille n'est pas de l'ESS. Elle peut même aller à l'encontre du développement de l'ESS qui porte des exigences de transparence et de démocratie. L'informel représente en revanche un vivier. Par exemple, les marchands ambulants peuvent s'associer pour partager leurs

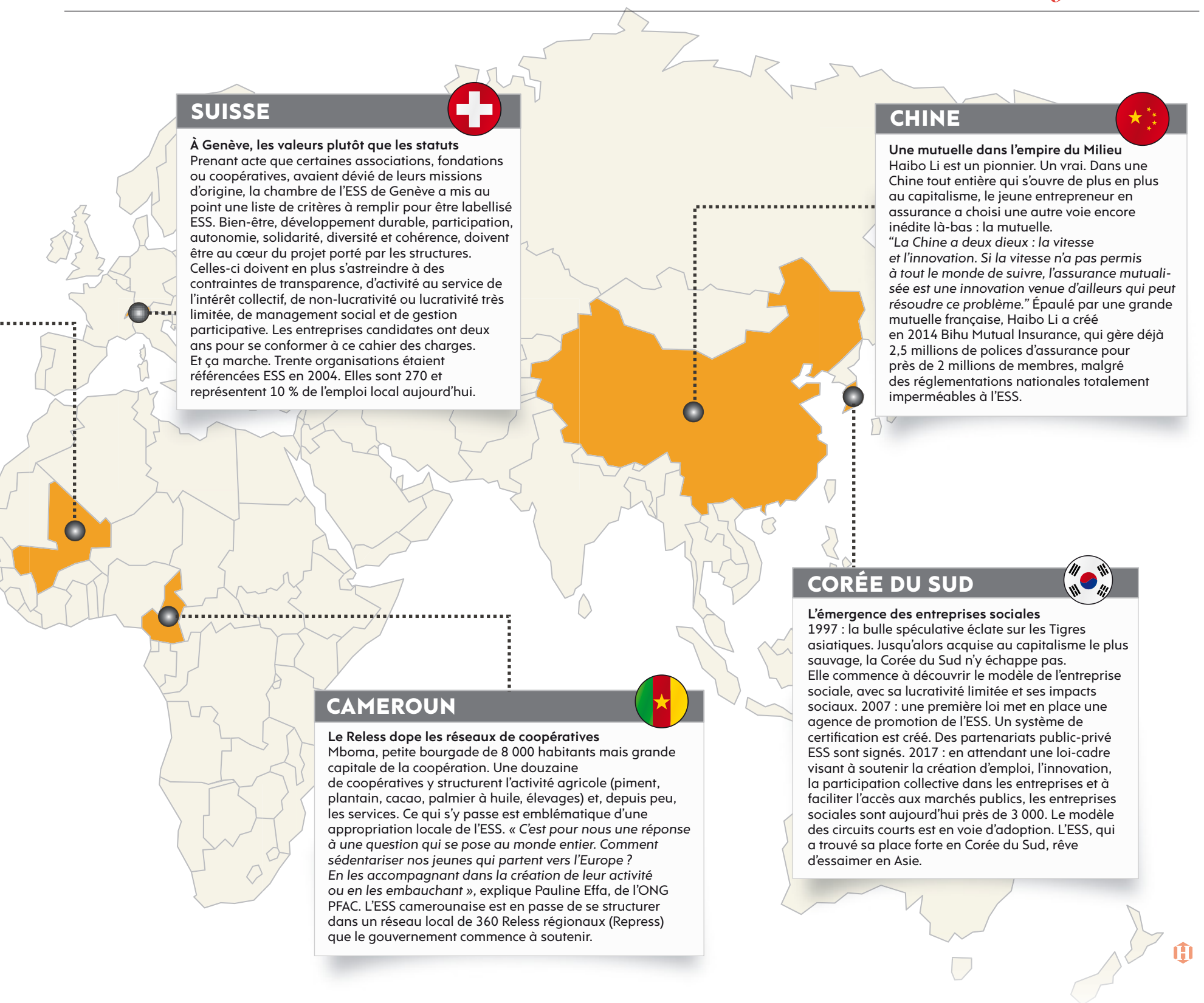
l'économie informelle, l'ESS peut répondre à certains problèmes de développement des villes par exemple.

Les associations, coopératives, mutuelles et fondations sont-elles des formes adaptées aux réalités africaines?

ABDELJALIL CHERKAOUI Il faut rajeunir le statut d'entreprise collective, créer des dérivés de coopératives et d'associations pour les adapter au contexte. En Afrique, l'objectif ne peut être le statut juridique, mais la finalité du projet. Il faut simplement que les valeurs essentielles demeurent : un projet autour de l'être humain avec une personne égale une voix et le respect de l'environnement. Et il faut aussi trouver des ententes avec les systèmes capitalistes et publics. On ne peut pas rester dans un militantisme de suicide, dans de l'entre-soi qui ne produit rien de tangible. Surtout, l'ESS réussit quand elle reste collée aux territoires. Énergie, déchets, transports, agriculture... nous sommes multisecteurs. Si on fait nos preuves, tout le monde est obligé de nous suivre. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE GUÉRARD

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire



«On inclut dans l'assurance des gens qui n'y auraient pas droit autrement»

Rencontre avec Hilde Vernailen, dirigeante de la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance (Icmif), dont les membres sont implantés dans 71 pays sur cinq continents.

Que représentent les coopératives et mutuelles d'assurance ?

HILDE VERNAILEN Un milliard d'assurés sur tous les continents, 26,8 % du marché de l'assurance mondiale et 1,2 million de salariés. Nous avons fait mieux que résister à la crise de 2008. De 2007 à 2016, nous avons gagné 2 % de parts de marché. Et comme nos clients sont nos sociétaires, ils ne sont pas focalisés sur le partage de dividendes.



Hilde Vernailen
Dirigeante de l'Icmif

de surcroît confrontés plus que d'autres aux changements climatiques, aux enjeux d'accès à la santé et à l'alimentation. L'Icmif porte d'ailleurs leurs voix auprès des institutions mondiales. Par exemple, on participe à l'ONU à la création du forum de développement de l'assurance (IDF), une plateforme d'expertise basée sur la résilience climatique et les objectifs de développement durable.

De même, notre groupe de travail en micro-assurance a pour objectif d'étendre le système à 100 millions de personnes supplémentaires d'ici à 2020 dans les régions touchées par les changements climatiques. Ça fonctionnera par le biais d'une couverture d'assurance définie avec les populations. Les gens disposeront d'une

protection à un prix abordable et conçue pour éviter qu'ils ne retombent dans l'extrême pauvreté en cas de catastrophe. Nous sommes les seuls à adopter une approche

clients centrée sur les besoins de la personne au sein de sa communauté et sur le long terme.

Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

HILDE VERNAILEN On a par exemple lancé le programme 5-5-5. Protection à 5 millions de familles supplémentaires dans 5 ans et dans 5 pays (Philippines, Sri Lanka, Kenya, Colombie, Inde), en faveur des personnes disposant de moins de 2 dollars par jour. Ces communautés rurales sont très vulnérables aux catastrophes. Comme les femmes y jouent un rôle important, ce sont elles qui détiennent les polices d'assurance. Ces populations sont suivies par nos membres locaux, avec l'appui de l'Icmif. Comme la téléphonie mobile nous permet de déployer nos outils très largement, nos salariés sur le terrain se focalisent sur l'éducation aux besoins de protection. En Inde et aux Philippines, nous sommes déjà à plus d'un million de sociétaires. Notre défi est désormais d'aller au-delà de nos objectifs. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR S. G.

Qu'est-ce qui vous différencie des autres acteurs privés ?
HILDE VERNAILEN On inclut dans l'assurance des gens qui n'en auraient pas les moyens autrement. Des gens qui sont

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

Comment l'Union européenne prend-elle en compte l'économie sociale ?

« Baisser les budgets sociaux, c'est affaiblir l'ESS »

Qu'en est le groupe intergouvernemental européen de l'économie sociale et solidaire, dont vous êtes l'une des chevilles ouvrières ?

NICOLAS SCHMIT Il poursuit ses travaux et s'est même élargi avec la venue de la Suède. Qu'il se soit réuni en novembre à Göteborg, en marge de la proclamation du pilier des droits sociaux européens, souligne la contribution indispensable de l'économie sociale à la mise en œuvre des objectifs de ce pilier.

Existe-t-il une langue commune de l'ESS dans l'Union ?

NICOLAS SCHMIT Une langue commune, c'est beaucoup dire. L'objet même de l'intergroupe est de mieux se comprendre, puisqu'il y a, au niveau des différents États membres de l'UE, des pratiques différentes de ce que l'on considère comme de l'ESS. Mais ne pas disposer d'une conception uniforme n'est pas un handicap. L'intergroupe permet justement d'étudier tous les modèles, d'en déterminer des dénominateurs communs, afin de mieux mesurer la contribution de l'économie sociale à l'économie tout court, au PIB, à la croissance, à la prospérité.

Qu'attendent les acteurs de l'économie sociale de l'intergroupe ?

NICOLAS SCHMIT D'abord, une vraie reconnaissance. Celle-ci a fait des progrès, mais n'est pas à la hauteur de ce qu'on pourrait espérer. On était bien parti il y a quelques années. L'actuelle Commission semble redécouvrir l'économie sociale. C'est bien,

mais on ne donne pas encore à l'ESS l'importance qu'elle mérite. D'où l'existence de l'intergroupe. Le Parlement européen se montre lui aussi très actif sur le sujet. Les acteurs de l'ESS nous demandent aussi des outils, règles ou facilitations, pour que leurs spécificités soient reconnues à l'échelle européenne. Mais le droit européen est très axé sur l'économie concurrentielle, l'économie privée.

Il est beaucoup question dans l'ESS de mesure d'impact et d'efficacité. Vous-même l'évoquez. Est-ce à dire qu'elle a encore à faire ses preuves ?

NICOLAS SCHMIT Elle les a déjà faites. Mais, comme l'économie tout court, l'économie sociale doit assurer son efficacité dans l'atteinte de ses objectifs, dans son fonctionnement, pour se renforcer. Elle doit aussi mesurer son apport face aux défis sociaux, économiques, climatiques et écologiques. Je constate que l'économie concurrentielle parle elle aussi beaucoup d'efficacité. Mais celle-ci se révèle souvent contraire aux objectifs de développement soutenable. Il appartient à l'économie sociale de développer ses alternatives. Ça dépasse le cadre de l'Union. Par exemple, la clé des problèmes de migration ne se trouve pas dans la fermeture des frontières, mais dans le développement. Or, ce sont souvent les structures de l'économie sociale qui portent les actions d'aide au développement.



Nicolas Schmit
Ministre luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'ESS

L'économie sociale s'accommode-t-elle de la baisse des budgets publics ?

NICOLAS SCHMIT Non, elle ne s'accommode pas des politiques d'austérité qui ont été menées en Europe. Souvent, elle a même fourni des réponses à ces politiques d'austérité, puisqu'elle a essayé de combler les déficiences au niveau social que les coupes budgétaires ont suscitées. Nous nous sommes toujours prononcés pour un niveau élevé d'investissements, y compris sociaux. Baisser ces budgets, c'est affaiblir l'ESS. C'est d'ailleurs un reproche que j'adresse à l'actuelle Commission. Elle envisage trop souvent les budgets sociaux comme des dépenses. Un changement timide est en cours. Il faut l'amplifier. Mais c'est grâce au Parlement européen que l'ESS a eu accès à une partie des financements du plan d'investissement stratégique.

Qu'en est-il de l'accès aux fonds d'innovation ?

NICOLAS SCHMIT Il faut effectivement combiner les innovations technologiques, scientifiques et sociales. Si nous n'accompagnons pas le déploiement de la robotisation et de l'intelligence artificielle par des innovations sociales, nous allons devoir faire face à des ruptures au niveau social. On a besoin d'innovations sociales pour tirer tout l'avantage de ces grands bouleversements technologiques. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE GUÉRARD

BULGARIE, CHYPRE, GRÈCE, ITALIE, LUXEMBOURG, MALTE, PORTUGAL, SLOVÉNIE, SUÈDE ET ESPAGNE COMPOSENT LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DE L'ESS.

ESS : l'efficacité nouvelle au service de la société (extraits)

Les conclusions du forum international

Les 350 participant.e.s ont constaté que l'ESS est efficace car, au-delà de répondre clairement à de nombreux besoins des populations, elle apporte des solutions aux défis climatiques, sociaux, économiques et civiques actuels. Elle possède un patrimoine de valeurs partagées par des acteurs du monde entier. Ces valeurs sont celles de la démocratie, l'équité et la solidarité, mais aussi la responsabilité, la créativité et l'ingéniosité pour favoriser l'épanouissement de tous et protéger la dignité humaine. C'est grâce à ces valeurs ancrées dans son ADN que l'ESS s'est révélée être un point d'appui solide dans les pays frappés par les catastrophes naturelles d'ordre climatique et qu'elle a démontré sa résilience face aux crises financières de 2008 et 2011 durant lesquelles elle a même créé de l'emploi. Acteur mondial incontournable, l'ESS touche d'ores et déjà plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Elles se sont déclarées déterminées à continuer à coconstruire et à consolider l'ESS. Elle est, en effet, un mécanisme de la société civile qui ouvre de nouvelles voies de développement, notamment pour faire face à l'urgence climatique qui menace les avancées sociales et économiques de notre temps. Ayant obtenu une plus grande reconnaissance par la communauté internationale, elles veulent rendre visibles ses acquis afin de faciliter son changement d'échelle.

Les engagements pris par les nations le 25 septembre 2015, au siège des Nations unies à New York, d'atteindre d'ici à 2030 les objectifs de développement durable et les autres plans d'action transformateurs adoptés par la communauté internationale tels que l'accord de Paris sur le changement climatique, l'agenda urbain en conclusion de la conférence Habitat III

de 2016 à Quito, en Équateur, et le projet de décennie d'exploitation agricole familiale (2018-2028) seront d'autant mieux atteints qu'ils s'appuieront sur l'ESS, qui agit en ce sens. L'ESS, ont-elles ajouté, regroupe une pluralité de structures (coopératives, mutuelles, fondations, etc.) impliquées dans de multiples secteurs d'activité (commerce, fabrication, services, finance, agriculture, etc.), et attire de nouveaux acteurs qui intègrent ses principes (entreprises sociales et environnementales, logiciels libres, recherche, logiciels (...) en open source). Tous ont en commun des pratiques qui donnent la priorité à l'humain et à la préservation de l'environnement sur le capital, permettant de servir leurs membres et la communauté, de réinvestir leurs profits dans l'objet social de l'entreprise et de fonctionner selon une gouvernance démocratique et participative. Ainsi, elles contribuent à construire un système socio-économique pérenne à même de répondre aux besoins des générations présentes tout en tenant compte des besoins et aspirations des générations futures.

Les participantes et participants appellent l'ESS à renforcer encore son efficacité par : plus d'entrepreneuriat et d'innovation de la part de l'ESS au service du développement durable ; une gouvernance démocratique renforcée et davantage de partenariats (en son sein comme avec les collectivités publiques et d'autres acteurs privés) au service de la performance sociale, écologique, civique, économique ; le développement de nouvelles solutions sur leurs propres territoires répondant aux besoins des populations ; l'utilisation et la maîtrise des innovations (nouvelles technologies, économies numérique, circulaire...) comme autant de leviers de son développement. ●

Dans votre supplément le mois prochain

Notre dossier

L'économie sociale et solidaire, seule au côté des migrants et réfugiés

Face au choix du tout-sécuritaire des pays membres de l'Union européenne, les associations de solidarité internationale comme les structures de l'ESS se retrouvent seules à venir en aide aux migrants.

Notre prochain cahier fait le récit de cette solidarité, de l'apport des premiers secours en Méditerranée à l'aide à l'accès aux droits et à l'hébergement d'urgence, jusqu'à l'insertion sociale et dans l'emploi.

MARDI 6 FÉVRIER